

RECHERCHES EN ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES

RECENSEMENT DE LA POPULATION 1999
ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES DU RURAL

En 1999, l'espace à dominante rurale retrouve le même nombre d'habitants qu'en 1962, soit 13,6 millions de personnes. Il gagne 247 000 habitants en neuf ans. Le regain démographique qui résulte d'un apport migratoire supérieur au déficit naturel se généralise, atteignant une majorité de communes. Le solde migratoire devient positif même dans le rural isolé. L'augmentation des effectifs ruraux est forte à proximité des aires urbaines en croissance, en particulier sur les bordures occidentale et méridionale de l'Hexagone, dans le grand Ouest du Bassin parisien et dans les régions Alsace, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes. Lorsque l'armature urbaine est lâche, l'évolution de population est par contre le plus souvent négative. Dans quelques cas, cette évolution est positive autour d'une aire urbaine qui perd des habitants.

En 1999, 13,6 millions de personnes, soit 23 % de la population métropolitaine, résident dans l'espace à dominante rurale tel qu'il a été délimité à partir des résultats du recensement de 1990 (cf. encadré). Depuis 1990, cet espace a gagné 247 000 habitants avec une croissance annuelle de 0,20 % contre 0,37 % pour l'ensemble du territoire métropolitain. Ce même ensemble de communes regroupait en 1962 près de 30 % de la population française (tableau 1). Mais, si son poids démographique relatif diminue, il retrouve en 1999 le même nombre d'habitants qu'en 1962.

Entre regain démographique par apport migratoire et dépeuplement par excédent des décès sur les naissances

Entre 1990 et 1999, la croissance démographique de l'espace à dominante rurale résulte de deux mouvements opposés : d'un côté, une perte de 163 000 habitants par

déficit naturel (excédent des décès sur les naissances) ; de l'autre, un gain de 410 000 habitants par apport migratoire (excédent des arrivées sur les départs). Cette double dynamique date du milieu des années soixante-dix : le recensement de 1975 avait alors marqué un retournement de tendance, entre une phase de décroissance (séculaire) et une phase (nouvelle) de croissance de la population de cet espace. Le dépeuplement rural associait depuis longtemps un solde migratoire fortement négatif (exode rural) et un bilan naturel positif qui, en raison de la forte fécondité rurale, compensait pour partie les départs des populations jeunes. Entre 1968 et 1975, ce schéma se modifie : le bilan naturel se détériore considérablement en raison du vieillissement sensible de la population rurale tandis que le solde migratoire reste fortement négatif (tableau 2). Il s'inverse entre 1975 et 1982 : le solde migratoire devient positif et compense un bilan naturel négatif.

Tableau 1 - La population de la France métropolitaine par catégorie d'espace de 1962 à 1999¹

	Population (en millions d'habitants)				Population (en %)			
	Pôles urbains	Communes péri-urbaines	Espace à dominante rurale	France métropolitaine	Pôles urbains	Communes péri-urbaines	Espace à dominante rurale	France métropolitaine
1962	27,146	5,666	13,613	46,425	58,5	12,2	29,3	100,0
1968	30,381	5,859	13,473	49,712	61,1	11,8	27,1	100,0
1975	32,878	6,537	13,177	52,592	62,5	12,4	25,1	100,0
1982	33,357	7,715	13,263	54,335	61,4	14,2	24,4	100,0
1990	34,372	8,862	13,381	56,615	60,7	15,7	23,6	100,0
1999	35,217	9,674	13,628	58,519	60,2	16,5	23,3	100,0

1. Délimitations définies à partir du recensement de 1990.

Source : recensements de la population, Insee

Tableau 2 - Bilan naturel et solde migratoire de 1962 à 1999 par catégorie d'espace¹

En millions d'habitants

	Pôles urbains		Communes périurbaines		Espace à dominante rurale		France métropolitaine	
	Bilan naturel	Solde migratoire	Bilan naturel	Solde migratoire	Bilan naturel	Solde migratoire	Bilan naturel	Solde migratoire
1962-1968	1,455	1,780	0,197	-0,005	0,261	-0,401	1,912	1,374
1968-1975	1,833	0,664	0,149	0,529	0,074	-0,370	2,056	0,824
1975-1982	1,484	-1,005	0,130	1,049	-0,128	0,214	1,486	0,258
1982-1990	1,682	-0,666	0,259	0,888	-0,113	0,231	1,828	0,452
1990-1999	1,722	-0,877	0,314	0,498	-0,163	0,410	1,872	0,031

1. Délimitations définies à partir du recensement de 1990.

Source : recensements de la population, Insee

L'excédent des arrivées sur les départs se généralise dans un nombre de plus en plus important de communes. Entre 1975 et 1982, le solde migratoire est positif dans la moitié des communes (11 900) de l'espace à dominante rurale ; le nombre de ces communes est même majoritaire dans 44 départements localisés sur le pourtour du pays et à proximité de l'Île-de-France (carte 1-a). Durant les années quatre-vingt, ce phénomène touche 12 700 communes et 57 départements, les nouveaux départements étant situés à proximité des précédents (carte 1-b). Entre 1990 et 1999, 13 950 communes ont un solde migratoire positif, elles sont majoritaires dans 72 départements (carte 1-c). Les départements dans lesquels le bilan migratoire est déficitaire pour une majorité de communes se situent désormais dans le centre de la France (le Cantal et l'Allier), dans le Nord-Nord-Est et dans l'Ouest, des Deux-Sèvres à la Manche.

Les évolutions démographiques se différencient selon la catégorie d'espace

Les communes du rural sous faible influence urbaine ont le plus tôt, dès la période 75-82, et le plus nettement eu une dynamique démographique positive. Entre 1990 et 1999, la population de cet espace, pris dans son ensemble, augmente de 0,53 % par an (graphique), croissance imputable à un solde migratoire positif (0,56 % par an). Pour 58 % des communes de cet espace, la population s'accroît par le seul jeu de l'apport migratoire. Ce

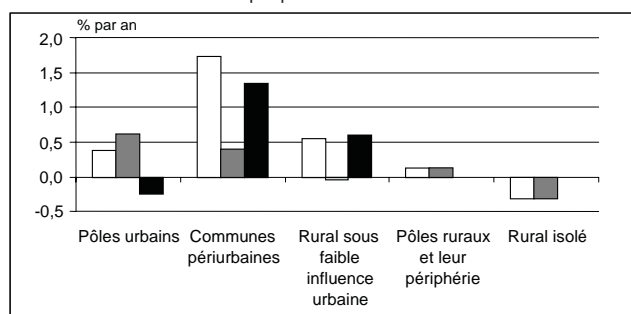
type d'évolution reproduit avec une intensité presque identique celui de la période 82-90.

La grande nouveauté de la période 1990-1999 est que, pour les communes du rural isolé elles aussi, le schéma d'évolution démographique se transforme. Au cours de la période 1982-1990, leur solde migratoire était presque nul et leur dépeuplement était alors dû à un important déficit naturel. Entre 1990 et 1999, le solde migratoire de cet espace devient largement positif (0,29 % par an) ; il reste cependant insuffisant pour compenser un bilan naturel globalement défavorable (- 0,34 % par an). Près de six communes du rural isolé sur dix ont un excédent migratoire et cinq sur dix gagnent des habitants.

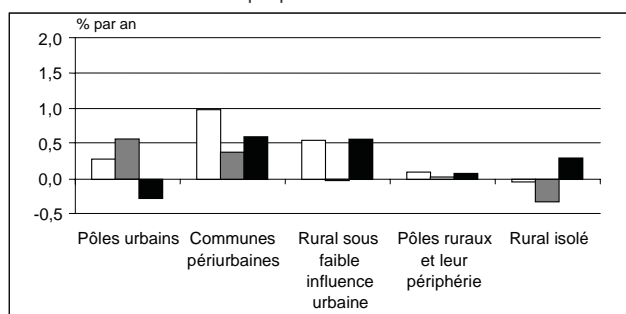
Les pôles ruraux se distinguent du reste de l'espace à dominante rurale. Alors qu'ils en représentaient la composante la plus dynamique jusqu'en 1975, leur population augmente moins vite depuis et se stabilise sur la dernière décennie. Entre 1990 et 1999, ils gagnent moins de 1 500 habitants grâce à un bilan naturel légèrement positif (+ 4 500 personnes). Pour les communes à la périphérie des pôles ruraux, la croissance relative était entre 1975 et 1990 analogue à celle du rural sous faible influence urbaine sous l'effet d'un mouvement de desserrement de population en provenance des pôles ruraux. Cependant, ce dynamisme s'atténue dans les années quatre-vingt-dix.

Graphiques - Variation de population, bilan naturel, solde migratoire par catégorie d'espace

Graphique a : 1982-1990



Graphique b : 1990-1999



□ Variation de population
 ■ Bilan naturel
 ■ Solde migratoire

Source : recensements de la population, Insee

Croissance des espaces ruraux : une forte inégalité géographique

Là où les grandes agglomérations sont nombreuses, les aires urbaines sont facilement accessibles pour les habitants des zones rurales. La moitié de la croissance de la population de l'espace à dominante rurale se réalise dans des zones proches de 17 aires urbaines dynamiques -

chaque commune de l'espace à dominante rurale a été classée selon la distance à la frontière de l'aire urbaine la plus proche. A titre d'exemple, le rural des environs des aires urbaines de Perpignan, Montpellier, Nantes, Paris, Toulouse, Bastia, Nîmes cumule le quart de la croissance. A l'opposé, là où le maillage urbain est plus lâche, les zones rurales sont plus en retrait. La moitié des pertes de population enregistrées dans les "arrières-pays" dont le

bilan démographique est négatif se produit autour de vingt aires urbaines. Parmi celles-ci, les communes des environs d'Aurillac, Limoges, Montceau-les-Mines, Montluçon, Guéret, Moulins, Ussel rassemblent le quart des pertes.

Ainsi, la proximité et le dynamisme de l'aire urbaine influent largement sur les mouvements démographiques de l'espace à dominante rurale. La catégorie de l'espace rural à laquelle appartiennent les communes atténue ou accroît cet effet. C'est pourquoi les communes de cet espace ont été rassemblées en groupes formés par les communes pour lesquelles l'aire urbaine la plus proche est la même. Ces groupes ont été ensuite répartis en quatre ensembles ; le premier critère est le sens de variation de la population de l'aire urbaine la plus proche ; le second est le sens de variation de la population du groupe (carte 2 et tableau 3).

Le rural fait le plein à l'ombre des villes dynamiques...

Un premier ensemble est formé par les groupes de communes de l'espace à dominante rurale en croissance, pour lesquels l'aire urbaine la plus proche est également en croissance. Ces espaces ruraux sont situés à proximité d'aires urbaines en pleine expansion : dans les bordures occidentale et méridionale de l'Hexagone, dans le grand Ouest du Bassin parisien, en Alsace et Rhône-Alpes et dans le Sud-Ouest autour de Toulouse. Ce premier ensemble regroupe 10 100 communes et 7,2 millions d'habitants, soit la moitié de la population de l'espace à dominante rurale. La croissance moyenne de la population y est de 0,59 % par an. Elle est d'autant plus vive que l'aire urbaine est proche, et ce quelle que soit la catégorie d'espace. Cependant, alors que le solde migratoire reste positif quelle que soit la distance à l'aire urbaine la plus proche, le solde naturel est positif aux abords immédiats des aires urbaines mais négatif dans les communes les plus éloignées.

La croissance est la plus forte pour les communes du rural sous faible influence urbaine et celles de la périphérie des pôles ruraux. Elle est plus faible pour les communes du rural isolé et les pôles ruraux.

... et il se vide lorsque le semis urbain est clairsemé

A l'inverse, le deuxième ensemble est constitué par les groupes de communes de l'espace à dominante rurale en décroissance, pour lesquels l'aire urbaine la plus proche est également en décroissance. La population décroît de - 0,33 % par an entre 1990 et 1999 et est un peu inférieure à 3 millions de personnes en fin de période. La proximité de l'aire urbaine ralentit le dépeuplement sans le stopper complètement, notamment pour le rural sous faible influence urbaine et la périphérie des pôles ruraux. Ces communes (6 100) dessinent de vastes espaces qui prennent en écharpe le territoire métropolitain depuis les Ardennes jusqu'au nord du Massif central en passant par la Meuse, la Haute-Marne et la Bourgogne centrale. Quelques zones se situent plus au sud, en particulier dans la région Midi-Pyrénées.

Dans le troisième ensemble, la croissance du rural est négative, en moyenne - 0,25 % par an, et celle des aires urbaines proches positive. En 1999, cet ensemble regroupe 2,3 millions d'habitants dans 4 900 communes. Distance et appartenance à une catégorie d'espace jouent aussi : la croissance est positive, notamment pour les communes les plus proches, et plus particulièrement pour celles du rural sous faible influence urbaine et celles de la périphérie des pôles ruraux. Cependant, la baisse de population des autres catégories de communes, d'autant plus forte qu'elles sont éloignées de l'aire urbaine, explique celle du rural. Ces communes sont localisées dans des départements où, en dehors de l'aire urbaine constituée autour de la préfecture, la densité de population est faible : Aube, Côte-d'Or, Vosges, Haute-Saône, Haute-Loire, Cantal, Puy-de-Dôme, Haute-Vienne, Charente par exemple.

Tableau 3 - Excédent migratoire de 384 000 habitants pour les communes du rural aux environs des aires urbaines les plus dynamiques

	Nombre de communes	Superficie (en km ²)	Distance moyenne à l'aire urbaine la plus proche (en km)	Population en 1999	Solde naturel 1990-1999	Solde migratoire 1990-1999	Taux d'évolution annuel moyen 1990-1999 (en %)		
							total	dû au solde naturel	dû au solde migratoire
Evolutions positives de l'aire urbaine et de l'espace à dominante rurale connexe	10 082	169 473	11,5	7 193 548	- 23 133	383 735	0,59	-0,04	0,62
Evolutions négatives de l'aire urbaine et de l'espace à dominante rurale connexe	6 134	103 444	14,1	2 972 020	- 80 362	- 9 639	-0,33	-0,29	-0,03
Evolutions positive de l'aire urbaine et négative de l'espace à dominante rurale connexe	4 932	76 944	13,6	2 310 340	- 67 447	14 294	-0,25	-0,32	0,07
Evolutions négative de l'aire urbaine et positive de l'espace à dominante rurale connexe	2 193	33 725	11,6	1 151 913	7 520	21 857	0,29	0,07	0,22
Ensemble de l'espace à dominante rurale	23 341	383 586	12,6	13 627 821	- 163 422	410 247	0,20	-0,13	0,34

Source : recensements de la population, Insee

L'espace à dominante rurale

L'espace à dominante rurale regroupe les communes non prises en compte par le zonage en aire urbaine. Celui-ci rassemble les communes appartenant à une des 361 aires urbaines - pôles urbains et couronnes périurbaines -, ainsi que les communes multipolarisées ; l'ensemble des couronnes périurbaines et des communes multipolarisées forment le groupe des communes périurbaines. L'espace à dominante rurale est constitué par quatre catégories de communes. A la périphérie de l'espace à dominante urbaine, les communes du **rural sous faible influence urbaine** regroupent l'ensemble des communes rurales et des unités urbaines n'étant pas pôle rural et dont 20 % ou plus des actifs résidents travaillent dans des aires urbaines. Les **pôles ruraux**,

quant à eux, sont des unités urbaines ou des communes rurales offrant de 2 000 à 5 000 emplois et dont le nombre d'emplois est supérieur ou égal au nombre d'actifs résidents. Les communes de la **périphérie des pôles ruraux** regroupent l'ensemble des communes rurales et des unités urbaines n'étant ni pôle rural ni sous faible influence urbaine et dont 20 % ou plus des actifs résidents travaillent dans les pôles ruraux. Les communes du **rural isolé** rassemblent les communes et les unités urbaines de l'espace à dominante rurale non prises en compte dans les trois catégories ci-dessus.

L'analyse est fondée sur les découpages tels qu'ils ont été définis à partir des données de 1990. La définition des aires urbaines et des catégories de l'espace à dominante rurale nécessite la connais-

sance des déplacements domicile-travail qui seront exploités en 2001 pour le recensement de 1999.

Pour les besoins de l'analyse géographique, les communes de l'espace à dominante rurale ont été rattachées à l'aire urbaine dont les limites sont les plus proches à vol d'oiseau (au sens de la commune de l'aire urbaine qui se trouvait la plus proche). Pour chaque ensemble constitué, plusieurs indicateurs ont été calculés : les taux de variation annuel moyen sur la période 1990-1999 pour la totalité des communes les plus proches d'une aire urbaine et pour ces mêmes communes selon la distance à l'aire.

Les données utilisées sont issues du dénombrement de la population de 1999 et des recensements antérieurs.

Dans quelques cas, le rural croît autour d'une ville qui décroît

Le rôle du dynamisme urbain et de la catégorie d'espace est moins net pour un dernier ensemble de communes de l'espace à dominante rurale. Ces 2 200 communes, qui regroupent 1,2 million d'habitants, cumulent excédents naturel et migratoire. Entre 1990 et 1999, leur population croît de 0,29 % par an. Les aires urbaines dont elles sont proches perdent des habitants (- 0,31 % par an). Certaines communes sont localisées à proximité d'aires urbaines petites ou moyennes. Il s'agit de la partie nord du département de la Manche (à proximité de Cherbourg, Saint-Lô et Coutances), le sud du Maine-et-Loire (près de Cholet et Saumur), dans la Dordogne (autour de Bergerac), la Savoie (Saint-Jean-de-Maurienne), le sud de la Corse, dans le Vaucluse (Apt), dans le Jura (Dole,

Saint-Claude, Champagnole), dans le Bassin parisien (Romilly-sur-Seine, Château-Thierry, Soissons, Châlons-en-Champagne, Péronne, Dieppe, L'Aigle et Gien). Les autres communes de cet ensemble sont proches d'aires urbaines de plus grandes tailles, d'industrialisation ancienne : Saint-Étienne, Le Creusot, Douai, Thionville, Longwy.

Finalement entre 1990 et 1999, si l'espace à dominante rurale a gagné 410 000 habitants par apport migratoire, ce gain ne se répartit pas uniformément sur le territoire. Les seules communes du rural aux environs des 180 aires urbaines les plus dynamiques enregistrent un excédent migratoire de 384 000 habitants, soit 94 % du gain. Parmi celles-ci, les communes du rural isolé gagnent par apport migratoire près de 110 000 personnes (soit 84 % des gains migratoires de l'ensemble de cette catégorie).

Pascale Bessy-Pietri, Insee, Paris

Mohamed Hilal et Bertrand Schmitt, UMR Inra-Enesad en Economie et Sociologie Rurales, Dijon

Pour en savoir plus

Les résultats présentés ici font également l'objet d'une publication de l'Insee dans le n° 726, juillet 2000 de sa revue *Insee première*.

Hilal, M., Schmitt, B., Les espaces ruraux : une nouvelle définition d'après les relations villes-campagnes, *INRA Sciences Sociales*, n° 5, novembre 1997.

"*Les campagnes et leurs villes*", Inra-Insee, Contours et caractères, 1998.

Julien, P., Recensement de la population 1999 - Poursuite d'une urbanisation très localisée, *Insee première*, n° 692, janvier 2000.

Diffusion, abonnement : INRA Éditions, route de Saint-Cyr, 78026 Versailles Cedex France.

Tél : 01 30 83 34 06. Télécopie : 01 30 83 34 49.

Abonnement d'un an (6 numéros) : France 150 F ; Étranger 180 F. Paiement à l'ordre du régisseur INRA Éditions.

Dépôt légal : 3ème trimestre 2000. Commission Paritaire n° 2147 ADEP.

Réalisation et impression : Suzanne Jumel et Patrick Gabriel, INRA ESR, 65 Boulevard de Brandebourg, 94205 Ivry cedex